



Report de l'examen du projet de loi Asile Immigration. Les associations et collectifs ne sont pas dupes.

(Paris, 22 mars 2023) Les organisations signataires prennent acte de la décision du gouvernement de reporter l'examen du projet de loi Asile et Immigration, qui devait être débattu en séance publique au Sénat à partir du 28 mars.

Le Président de République vient d'annoncer que le projet de loi ne sera pas retiré mais que les propositions du gouvernement seront reprises dans le cadre de différents textes, "*présentés dans les semaines à venir.*"

Depuis plusieurs mois, les associations et collectifs dénoncent les effets délétères des mesures contenues dans ce projet de loi sur les droits et conditions de vie des personnes exilées. Mercredi dernier, l'examen du texte en commission des lois au Sénat les a même considérablement aggravés.

Les organisations signataires appellent le gouvernement à prendre en compte leurs nombreuses propositions pour la mise en place d'une politique migratoire fondée sur l'accueil, le respect des droits fondamentaux et la dignité humaine.

Elles demandent au gouvernement de ne pas faire passer des dispositions, qu'elles soient législatives ou réglementaires, qui ne feront que fragiliser et restreindre les droits des personnes exilées.

Les associations et collectifs appellent donc le gouvernement à abandonner définitivement ce

projet de loi.

Liste des organisations signataires :

Amnesty International France

Anafé

ANVITA

ARDHIS

CCFD-Terre Solidaire

Cimade

Centre Primo Levi

Collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry

Coordination des sans-papiers 75

CRID

Dom'Asile

Etokinekin diakité

Emmaüs France

Femmes de la Terre

Fondation Abbé Pierre

Gisti

Human Rights Watch

Ligue des Droits de l'Homme

LTF

Médecins du Monde

Paris d'Exil

Secours catholique - Caritas France

Solidarité Asie France

Thot

Tous migrants

Union des étudiants exilés

Union syndicale Solidaires

UniR